

## POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

### EULEX KOSOVO

#### Mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo

Mise à jour: Février 2014

#### Mandat et objectif

La mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO) est la plus grande mission civile jamais déployée dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'objectif central de la mission est d'assister et de soutenir les autorités du Kosovo dans les domaines liés à l'État de droit, en particulier la police, la justice et les douanes.

La mission EULEX KOSOVO est conçue comme un effort mené conjointement avec les autorités locales, conformément au principe de la maîtrise locale du processus. À cette fin, elle assure des actions de suivi, d'encadrement et de conseil, tout en assumant certaines responsabilités exécutives dans des domaines de

compétence spécifiques, notamment les crimes de guerre, la criminalité organisée et la corruption à haut niveau, ainsi que les dossiers liés à la propriété et aux privatisations.

Le personnel de la mission est essentiellement composé de juges, de procureurs, de policiers et d'agents des douanes.



(© EULEX Kosovo, UE)

#### FAITS ET CHIFFRES

**Lieu de la mission:** Kosovo  
**Quartier général:** Pristina (Kosovo)  
**Chef de mission:** Bernd Borchardt  
**Effectif maximum autorisé:** 1250 membres internationaux et 1000 membres locaux  
**Effectif actuel:** 1118 membres internationaux et 947 membres locaux  
**Durée du mandat:** jusqu'au 14 juin 2014  
**Budget de la mission:** 111 millions EUR par an  
**États contributeurs:** la plupart des États membres de l'UE, ainsi que le Canada, la Norvège, la Suisse, la Turquie et les États-Unis. D'autres États pourraient se joindre à eux.



[www.eulex-kosovo.eu](http://www.eulex-kosovo.eu)

La mission s'inscrit dans le cadre plus large de l'action menée par l'UE afin de promouvoir la paix et la stabilité dans les Balkans occidentaux et d'aider les autorités du Kosovo dans les réformes nécessaires qu'elles entreprennent, conformément à leur perspective européenne et à la perspective européenne globale de la région. Les compétences et le savoir-faire de la mission sont également

utilisés pour contribuer à la réalisation des principaux objectifs du processus de libéralisation du régime des visas, au dialogue dans le cadre du processus de stabilisation et d'association et au dialogue entre Belgrade et Pristina.

"EULEX KOSOVO aide les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les services répressifs à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et de douane multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient à l'abri de toute ingérence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes..."

ACTION COMMUNE 2008/124/PESC DU CONSEIL du 4 février 2008 relative à la mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO

## Réalisations de la mission

Depuis que la mission EULEX a atteint sa pleine capacité opérationnelle, en 2009, les autorités du Kosovo compétentes en matière d'État de droit ont accompli des progrès substantiels. Ainsi, les services des douanes sont déjà très efficaces et la police du Kosovo est de plus en plus opérationnelle; elle est, selon l'organisation Transparency International (2013), celle qui inspire le plus confiance dans la région. L'essentiel de ces progrès est à mettre à l'actif du Kosovo. Cependant, les actions de suivi, d'encadrement et de conseil assurées par EULEX ont aussi joué un rôle. Malgré l'évolution positive constatée au cours des dernières années, le domaine de la justice reste un défi qui demandera de la patience et du temps.



(© EULEX Kosovo, UE)

Pour ce qui est des compétences exécutives d'EULEX, quelque 270 enquêtes pénales sont en cours. Près de 370 verdicts ont été rendus dans des affaires pénales, de même que plus de 140 décisions au civil. Les procureurs d'EULEX ont traité plus de 2 270 dossiers relevant de leur compétence exclusive ou de celles de l'équipe conjointe. Grâce aux enquêtes dont ont fait l'objet des ministres de haut rang, des responsables politiques, d'anciens dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), des hommes d'affaires et des membres des services secrets officiels, la mission a sérieusement ébranlé le sentiment d'impunité.

En ce qui concerne les crimes de guerre, la criminalité organisée et la corruption, qui sont des domaines sensibles, difficiles et nécessitant un travail de longue haleine, plus de 90 verdicts ont déjà été rendus.

## Prochaines étapes

Le mandat actuel de la mission expire le 14 juin 2014. Une évaluation stratégique détaillant les orientations possibles pour l'avenir de la mission a été menée tout au long de l'année 2013 et est analysée par les États membres de l'UE au cours de ces premiers mois de 2014.

## Toile de fond

La mission a été lancée sur la base d'une décision adoptée par l'ensemble des États membres de l'UE (alors au nombre de 27) en février 2008. Sa phase opérationnelle a débuté en décembre 2008 et la mission a atteint sa pleine capacité opérationnelle en avril 2009.

EULEX a une chaîne de commandement unifiée qui la relie à la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et aux États membres de l'UE (Comité politique et de sécurité). Elle opère dans le cadre général de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.

*La **politique de sécurité et de défense commune (PSDC)** de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".*

*Basée à Bruxelles, la **capacité civile de planification et de conduite (CPCC)** est la structure permanente chargée d'assurer de façon autonome la conduite opérationnelle des opérations civiles menées au titre de la PSDC. Placée sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la CPCC assure la planification et la conduite effectives des opérations civiles de gestion de crises relevant de la PSDC, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.*

*D'autres informations et documents de référence figurent à l'adresse [www.consilium.europa.eu/csdp](http://www.consilium.europa.eu/csdp) - [eeas.europa.eu](http://eeas.europa.eu)*